



desclée
de
brouwer

Documents
Histoire

Territoires de l'exil juif

Crimée, Birobidjan, Argentine

David Muhlmann

Territoires de l'exil juif

David Muhlmann

Territoires de l'exil juif

Crimée, Birobidjan, Argentine

Desclée de Brouwer

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

retentissement considérable parmi les Juifs de Russie et d'ailleurs. Il y est écrit notamment :

« Dans la République soviétique russe, où a été proclamé le principe de liberté et d'autodétermination pour tous les peuples et nations, aucune oppression nationale ne saurait être tolérée. Dans le bourgeois juif nous voyons le bourgeois, non le Juif. Le travailleur juif est notre frère [...]. Le Conseil des commissaires du peuple dénonce le mouvement antisémite et les pogroms antijuifs comme un danger mortel pour toute la révolution, comme une menace pour les intérêts des ouvriers et des paysans, et il appelle les masses laborieuses de la Russie socialiste à les combattre de toutes leurs forces [...]. C'est pourquoi le Conseil des commissaires du peuple ordonne à tous les Soviets provinciaux de prendre les mesures les plus rigoureuses afin de déraciner le mouvement antisémite et pogromiste. Les pogromistes et tous ceux qui fomentent des pogroms sont mis hors la loi. »

Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, l'antisémitisme et l'agitation pogromiste furent qualifiés officiellement de crimes, punissables par la mise hors la loi de leurs auteurs.

Dans la campagne nationale contre l'antisémitisme menée à travers tous le pays, Lénine intervenait personnellement, dénonçant les actions antijuives comme des « menaces mortelles » pour la révolution elle-même. Au même moment, en effet, des régiments ukrainiens et des bandes armées contre-révolutionnaires parcouraient le pays, exerçant des violences à l'encontre des partisans communistes et des populations juives⁵.

L'État devait faire face également à la résurgence d'un antisémitisme populaire, et aux terribles pogroms des années postérieures à la prise de pouvoir soviétique⁶. Dans ce déluge de feu et de sang, il n'y eut qu'un seul refuge, qu'une seule arche de Noé pour les Juifs : le pouvoir soviétique. L'Armée rouge constituait la seule force capable de s'opposer aux exactions antisémites dans le contexte d'après la chute du tsarisme ; en l'espace de quelques mois, les masses juives de Russie et des territoires environnants en vinrent à craindre les Blancs et à rejoindre le camp bolchévik.

Le pays contenait plus d'une centaine de groupes nationaux et ethno-religieux et le gouvernement n'avait d'autres choix que de reconnaître la diversité de sa population. Les dirigeants et théoriciens bolchéviques affirmaient que, de toute manière, le socialisme condamnerait à terme les sentiments nationalistes et toutes les croyances religieuses. Les cultures et les identités spécifiques finiraient par fusionner pour forger une culture soviétique socialiste unique, produit d'un développement économique harmonieux et de la libération des forces productives au profit de tous. Dans cette perspective, il n'y avait pas de raison de principe d'interdire à chaque minorité de conserver ses traditions culturelles et linguistiques, ni de lui permettre de continuer à résider sur son territoire ancestral. Pour les Juifs également, la laïcisation était annoncée, qui lèverait progressivement les obstacles à l'acculturation et à l'intégration juive dans la communauté soviétique. Cependant, les Juifs présentaient trois problèmes spécifiques qu'il s'agissait de traiter pour faire aboutir pleinement le processus d'assimilation.

Le premier problème était d'ordre économique. La majorité des Juifs de la Zone de résidence vivaient dans un état de pauvreté accablante, avec un chômage très important en partie lié

à une surpopulation et à la concentration des Juifs dans les villes. Une majorité écrasante de Juifs s'entassaient dans des « quartiers réservés », et gagnaient péniblement leur vie grâce au petit commerce, à la vente au détail, à l'artisanat et à des travaux-non qualifiés. Ils furent durement touchés par l'effondrement de l'économie dû aux effets combinés de la Grande Guerre et de la révolution, de la guerre civile et des pogroms. Le jeune gouvernement soviétique espérait résoudre ce problème en remodelant le profil socioprofessionnel des Juifs, pour les transformer massivement en agriculteurs. Encourager l'installation des Juifs à la campagne devait permettre de désengorger les villes et de donner un emploi et des qualifications nouvelles aux Juifs ; cette perspective n'allait pas sans un certain « hygiénisme », c'est-à-dire une visée de régénération morale et physique du Juif par le travail agricole, avec l'idée d'en finir avec l'association du Juif et du commerce, qui hante la pensée socialiste depuis la fameuse *Question juive* de Marx.

Le deuxième problème était lié à la dimension fondamentalement « apatride » des Juifs. La nature soi-disant improductive de la vie économique juive, telle qu'elle fut appréhendée à la manière des fonctionnaires tsaristes (puis des bolchéviks), n'était qu'une facette d'une difficulté plus générale : les Juifs n'avaient pas de patrie. C'est pourquoi les Juifs devaient être non seulement sédentarisés, mais installés sur un territoire délimité, afin de pouvoir changer leur mode de vie et la « condition juive » par le développement du travail agricole. L'efficacité de la solution par la terre dépendrait d'un territoire ; nationalité et territorialité devaient être liées. Du fait que les Juifs n'étaient pas localisables, ils s'étaient concentrés dans les villes, et se consacraient surtout au petit commerce, au prêt à intérêt, à la location de bail ; parce qu'ils étaient ces

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

contraire : marxistes et internationalistes, ils condamnaient certes la discrimination à l'encontre des Juifs, mais prescrivait l'assimilation comme le remède au problème juif. Lorsque leurs frères d'Europe de l'Est se seraient eux aussi intégrés aux autres peuples, le problème juif serait résolu ; il tombait en effet sous le sens qu'en l'absence de Juifs il n'y aurait plus de problème juif. La solution transitoire résidait dans l'« agrarisation » des Juifs de l'Union soviétique : transformer le petit commerçant juif des villes en travailleur agricole, faire du *Luftmensch* un sédentaire.

C'est sur cette base que se développa l'action de la Yevseksia. L'installation des Juifs sur des terres agricoles avait été définie par le pouvoir bolchévik comme l'enjeu et l'objectif central du judaïsme soviétique. Il fallait voir se créer de grands et compacts centres agricoles juifs. L'improvisation devait donc faire place à la régulation, avec la perspective d'une colonisation en masse des régions agraires. À partir de 1924, la Yevsektia avait admis la nécessité de s'occuper sérieusement de cette question, c'est-à-dire de systématiser et d'orienter le courant d'émigration, de façon planifiée, vers des terrains vastes et disponibles. Le mot d'ordre était à la « productivisation » et à la « réhabilitation » économique et sociale des masses populaires juives ruinées et déclassées. La voie qui menait à ce but, dans le discours de la propagande et l'idéologie officielle, était « le retour à la terre », avec la formation d'une importante couche d'agriculteurs juifs, d'une véritable et authentique paysannerie juive, pour la première fois depuis des siècles, sinon des millénaires. L'objectif acquit ainsi une dimension spécifique et une qualité nouvelle, comme la tentative de transformer fondamentalement les structures socio-économiques d'un peuple que des siècles d'oppression nationale auraient déformées et défigurées.

Pendant l'été 1924, furent créées deux instances spéciales pour diriger la colonisation juive de masse : un organisme d'État et une organisation sociale. L'organisme d'État s'appelait Comité pour l'établissement de travailleurs juifs dans l'agriculture (KOMZET) ; l'organisation sociale se nommait : Société pour l'établissement dans l'agriculture de travailleurs juifs en URSS (OZET). Cette mise en place institutionnelle venait marquer la transformation fondamentale qui était attendue par le pouvoir concernant la colonisation juive des campagnes : un processus désormais rationalisé et étatisé, et non plus sporadique, lié aux seules initiatives individuelles, et limité à des zones avoisinant directement des bourgades.

À la différence du KOMZET, l'OZET fonctionnait dans un rapport d'autonomie relative vis-à-vis du pouvoir exécutif. Sa tâche principale consistait à organiser concrètement l'installation des colons juifs sur les territoires : après avoir sélectionné et préparé les « migrants » sur un plan technique et professionnel, il fallait s'assurer du transport, de la construction de maisons, de l'achat du bétail et du matériel et, de manière plus générale, aménager les nouveaux villages. Le travail agricole ultérieur devrait se faire sous la supervision de l'OZET et avec la coopération des organisations internationales : une seconde tâche avait en effet été confiée à l'OZET, relative à l'information et la propagande, afin de promouvoir l'aide extérieure. L'État soviétique, qui commençait seulement à s'organiser suite à la Première Guerre mondiale et à la guerre civile consécutive à la révolution, n'était pas en mesure de financer seul et entièrement le programme de colonisation agricole juive. La réaction positive du judaïsme mondial à la colonisation juive en URSS trouva sa meilleure illustration dans le fait que la plus importante organisation juive d'entraide en Amérique, l'American Jewish Joint Distribution Committee (AJDC)

ou « Joint », fondée en 1914), créa en 1924 une organisation spéciale, l'Agro-Joint (American Jewish Joint Agricultural Corporation) dans le but spécial d'aider l'agriculture juive en Union soviétique.

Comme président de l'OZET fut nommé un publiciste et économiste soviétique de renom, Yuri Larine, fils d'un rabbin de Kiev. Dans sa jeunesse, Larine avait été séduit par le sionisme et il avait fréquenté le groupe Khovevei Zion, qui prêchait le retour des Juifs sur le sol de Palestine afin d'échapper à l'antisémitisme en Russie. Comme beaucoup d'autres intellectuels juifs, il abandonna le sionisme pour le marxisme, avec comme objectif l'amélioration immédiate de la condition juive en Russie, et le combat contre la pauvreté et l'oppression qui touchaient particulièrement les Juifs. Larine devint internationaliste, et rejoignit la tendance menchévique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. La victoire bolchévique laissa Larine en dehors du cercle des vainqueurs, mais ses compétences intellectuelles assurèrent son prestige auprès des bolchéviks. Il maîtrisait les fondamentaux de la politique économique et sociale, ce qui était précieux pour le jeune gouvernement.

Comme bien d'autres marxistes, Larine était très optimiste à propos du futur des Juifs en Union soviétique : une fois que les Juifs auront quitté le commerce et seront rentrés massivement dans le travail productif, et après que le socialisme se sera développé, les Juifs, à l'instar des autres nations soviétiques, deviendraient un peuple parmi les autres. L'assimilation ne signifierait pas pour autant une acculturation russe : certes, l'« ethnicité juive » disparaîtra comme telle, mais au profit du soviétisme et de l'internationalisme incarnés par le nouveau régime russe. Dans le marxisme assez schématique et mécaniste de Larine, le socialisme désamorçera à la fois les conflits de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

développer les compétences agraires et intégrer les populations nouvelles.

Il fallait aussi gérer le chaos créé par cet « appel d'air » : les migrants arrivaient avant que les organisations n'aient construit des maisons et des infrastructures. Dans ces conditions, certains Juifs choisissaient de passer l'hiver dans leurs *shtetls* d'origine, et on observait ainsi des mouvements anarchiques d'aller-retour ; les lieux de colonisation devinrent aussi un sanctuaire pour ceux qui avaient des dettes, qui fraudaient et fuyaient les taxes. Dans ce contexte, le KOMZET précisa sa politique : il interdit l'installation de ménages dont les membres n'étaient pas des travailleurs, et refusait les candidats à l'immigration qui n'étaient pas mariés, afin de favoriser l'installation définitive sur la terre, plutôt que les conduites opportunistes et de circonstance. Bref, il fallait toujours plus rationaliser et institutionnaliser le processus de colonisation, toujours mieux organiser ; d'ailleurs, Rosenberg et Rosen ne cessaient d'insister sur ce point.

Autonomie locale et développement économique en « Crimée juive »

Les périodes inégales de poussée démographique, l'instabilité et les changements de politique eurent un effet décisif : ils obligèrent de fait l'Agro-Joint et les autorités locales à ménager des marges de manœuvre sur le terrain, ce qui renforça de fait leur autonomie et la capacité d'action vis-à-vis des instances et des décisions centrales. Dès que les recrues arrivaient sur la terre, elles étaient prises en charge par l'Agro-Joint, et non par les administrateurs de l'État. Rosen encouragea lui-même un mode d'organisation collectiviste des colonies. Le facteur

essentiel du succès, selon lui, était le regroupement des colonies sous la forme de blocs d'habitation compacts. Sur le plan officiel, entre 1927 et 1935, coexistaient une douzaine de districts nationaux dans cette région, parmi lesquels il y avait cinq districts juifs eux-mêmes subdivisés en cent vingt-six Conseils de villages juifs. Face à l'afflux massif de migrants, et pour activer la dynamique de rationalisation (et en particulier la mutualisation du gros matériel agricole), Rosen prit l'initiative de reconfigurer ce cadre administratif : il opéra un découpage en blocs compacts qui ne correspondaient pas aux cinq districts officiels : dans certains cas, les blocs se situaient en dehors ou à l'intersection des frontières de territoires des districts juifs officiels.

Par l'effet de cette « réorganisation collectiviste », l'Agro-Joint changea de manière radicale l'environnement agricole et politique de la Crimée rurale. L'initiative permit de développer l'efficacité des terres agricoles (dont les lopins étaient regroupés), de répartir les efforts entre les équipes de travail, de mieux introduire la mécanisation, et de doter les colons de tracteurs et de formateurs en fonction des besoins. L'Agro-Joint introduisit le premier système d'agriculture mécanisée en Crimée au milieu des années 1920. C'était un mixte entre la technologie capitaliste et la logique collectiviste, qui transforma la vie dans la campagne, au moment même où la libéralisation et le recours au marché exigés par la Nouvelle politique économique montraient des blocages et leurs limites du fait de l'inertie d'une agriculture parcellisée et de la résistance des agriculteurs aisés, les *koulaks*. L'action de l'Agro-Joint était un modèle qui s'attaquait aux causes et aux normes de la stagnation rurale traditionnelle.

Les responsables de l'Agro-Joint pouvaient être satisfaits, car la colonisation juive était organisée conformément à leur

vision moderne et technicienne. L'idée d'instituer une « entité politique » en Crimée n'était plus dans l'agenda du pouvoir central, en raison de la reconfiguration du leadership et des alliances politiques suite à la mort de Lénine. La mise en place d'une République juive aux bords de la mer Noire aurait forcément réduit les marges de manœuvre de l'Agro-Joint, et incité les acteurs centraux à un contrôle minimal – à l'égal des autres régions autonomes nationales à travers l'Union soviétique. Pour le régime, la coopération économique et technique avec l'Agro-Joint constituait un bénéfice évident. L'État pouvait afficher comme sienne la « victoire » du développement criméen, tant dans sa propagande intérieure que vis-à-vis de l'étranger, ce qui témoignait d'un « engagement » concret à tenir ses promesses faites aux minorités nationales. Grâce à la générosité et au volontarisme des philanthropes et entrepreneurs américains, la colonisation juive était pour l'État un moyen rapide, facile et pas cher de soulager les populations juives appauvries et désœuvrées : les Juifs devenaient des fermiers autosuffisants, les pionniers d'un idéal socialiste qui s'incarnait à travers une nouvelle figure émergente, celle du « Juif soviétique », sorte d'hybride paysan socialiste et juif.

Le soutien national à la colonisation juive permettait aux autorités de combattre le sionisme, qui représentait à sa manière une porte de sortie en rupture avec l'aliénation juive dans la société russe ; le régime soviétique a voulu utiliser le projet de colonisation agricole en Crimée pour faire diversion vis-à-vis de l'influence grandissante du sionisme, surtout auprès des jeunes Juifs urbains¹⁶. Le mouvement sioniste avait une force considérable, et la capacité d'organiser des mouvements ; la liquidation des communes de Hechalutz¹⁷ et d'autres groupements sionistes montrait que l'antisémitisme était

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qui restait dans des coffres ou était expédié vers les ports. Parfois, à l'heure du thé, ou bien au souper, mon père se rappelait tout à coup : "Ah ! notez donc ça : j'ai touché 1 300 roubles du commissionnaire : j'en ai envoyé 660 à la colonelle, j'en ai rendu 400 à Dembovsky ; écrivez aussi que j'ai donné 100 roubles à Féodosia Antonovna, ce printemps, quand je suis allé à Elisavetgrad..."

C'est ainsi, à peu près, que l'on tenait la comptabilité. Et néanmoins mon père, lentement mais obstinément, accroissait sa fortune.

Nous habitions la maisonnette de terre maçonnée qui avait été bâtie par le vieux colonel. Le toit était de chaume. Il y avait d'innombrables nids de moineaux sous l'avance du toit. Les murs, du côté extérieur, étaient profondément fendillés et, dans les fentes, des couleuvres faisaient leur nid. On les prenait parfois pour des vipères et on versait dans les trous de l'eau bouillante du samovar, mais sans aucun résultat. Par les grandes pluies, l'eau coulait des plafonds bas, surtout dans l'entrée : on mettait sur le sol de terre battue de la vaisselle, des cuvettes. Les chambres étaient petites, les fenêtres à moitié aveugles ; dans les deux chambres à coucher et dans la chambre des enfants, on marchait sur de la glaise et là, les puces se multipliaient. Dans la salle à manger, on avait fait un plancher que l'on frottait, une fois par semaine, avec du sable jaune. Dans la principale chambre, dont la longueur était de huit pas et qu'on appelait pompeusement la salle, le plancher était ciré. C'est là qu'on logeait la colonelle. »

Source : Léon TROTSKY, *Ma vie* (1930),
chapitre I (« Ianovka »)

[édition française : Gallimard, « Folio », 1953].

1. Allan KAGEDAN, *Soviet Zion : The Quest for a Russian Jewish Homeland*, New York, St. Martin's Press, 1994.
2. *Ibid.*
3. Cité dans M. ZYLBERFARB, *Œuvres choisies*, 1^{er} vol., Varsovie, 1935, p. 193-194.
4. Mikhaïl KALININE, *Les travailleurs juifs de la terre en URSS*, Moscou, 1927 ; cité d'après R. MAHLER, « Le judaïsme soviétique face à des tâches nouvelles », in *Yiddishe Kultur*, New York, juin 1946.
5. M.I. KALININ, P.G. SMIDOVITCH, *O zemel'nom ustroistve trudiashchilkhisia evreev v SSSR* (Moscow : KOMZET, 1927), 23-24.
6. *Pervyi vsesoiuznyi s'ezd OZET v moskve*, November 20, 1926, *Stenograficheskii Otchet*, 66.
7. Ces lettres ont été soigneusement archivées par les collaborateurs de Kalinine, cf. « Archives of the Russian Federation. Kalinin Collection », KOMZET files, 7541, p. 29-51.
8. À la manière d'Henri SLOVÈS, *L'État juif de l'Union soviétique*, *op. cit.*, p. 99 et 100.
9. Henry FEINGOLD, *Zion in America*, New York, Hippocrene Books, 1974.
10. Allan KAGEDAN, *Soviet Zion : The Quest for a Russian Jewish Homeland*, *op. cit.*, chapitre V.
11. James N. ROSENBERG, *Painter's Self-Portrait*, New York, Crown Publisher's, 1958, p. 33.
12. James N. ROSENBERG, *On the Steppes*, New York, Alfred Knopf, 1927, p. 90.
13. Joint Distribution Committee Archive. Agro-Joint Files. Rosenberg to Enlow, 8 juin 1928.
14. James N. ROSENBERG, *On the Steppes*, *op. cit.*, p. 45.
15. Né à Moscou en 1877, Rosen avait étudié l'agronomie en Russie et en Allemagne avant d'émigrer à New York en 1903. Pour une histoire détaillée de la JDC et de ses responsables, voir Yehuda BAUER, *My Brother's Keeper. A History of the American Jewish Joint Distribution Committee, 1929-1939*, 1974, The Jewish Publication Society of America, Philadelphie.
16. Zvi GITELMAN, *A Century of Ambivalence, The Jews of Russia and the Soviet Union, 1881 to the Present*, Indiana University Press, 2001, chapitre III.
17. Il s'agit d'une association sioniste de masse, fondée par Joseph Trumpeldor en 1918, dont l'objectif était l'entraînement des jeunes Juifs dans la perspective d'installation en Palestine.

18. On connaît par ailleurs la fascination de Lénine et de Staline pour Taylor, le fordisme et les techniques américaines de production et de gestion. Cf. Robert LINHART, *Lénine, les paysans, Taylor*, Paris, Seuil, 1976.
19. Le faible pouvoir du centre sur la périphérie est une vieille histoire en Russie. L'État tsariste avait déjà cherché à contrôler la Crimée, mais avec des succès limités : les Romanov ne disposaient ni des institutions, ni du personnel, ni des ressources pour gouverner de manière rapprochée ce territoire éloigné et récemment annexé.
20. Le cas de la Crimée constitue une critique de la vision simpliste du totalitarisme stalinien conçu comme une domination monolithique sur les territoires pourtant très disparates de l'Empire soviétique. Pour un réexamen du bilan historique et de ses implications théoriques, voir Jonathan DEKEL-CHEN, « Les colonies agricoles juives en Crimée soviétique et en Ukraine du Sud, 1923-1941 », *Les Cahiers du Judaïsme*, n° 30, 2010, p. 47-62.
21. Jonathan DEKEL-CHEN, *Farming the Red Land. Jewish Agricultural Colonization and Local Soviet Power, 1924-1941*, Yale, Yale University Press, 2005.
22. Pirkman's report, 1926, cité in Jonathan DEKEL-CHEN, *Farming the Red Land. Jewish Agricultural Colonization and Local Soviet Power, 1924-1941*, *op. cit.*, p. 121. « La seule personne qui ne s'est pas habituée aux conditions de la vie agricole est la femme juive. »
23. JDC Archive, 530, p. 7-15 : Hyman's impressions, December 8, 1928.
24. Alan W. FISHER, *The Crimean Tatars*, Stanford, Hoover Institute Press, 1978, p. 117.
25. Larine expliqua qu'Ibrahimov aurait monté une campagne de mensonges et d'attaques contre l'État soviétique. Les Tatars se proclamaient défenseurs du socialisme et de la nation alors qu'il n'y avait que « crispation bourgeoise » en termes de « pertes » et « profits ». Les Tatars ne représentaient que 25 % de la population de la péninsule de Crimée et n'auraient donc aucun droit ni aucune légitimité pour faire barrage aux autorités soviétiques, spécialement lorsque celles-ci agissaient dans le cadre d'un programme moral de réinstallation et de sédentarisation des Juifs pauvres. Les objections tatares à l'installation des Juifs ne seraient motivées que par du chauvinisme, voire un « comportement pogromiste ».
26. En réalité, la résistance tatare à la colonisation juive était essentiellement la manifestation locale d'une lutte périphérique dirigée contre Moscou, qui soutenait un projet de colonisation juive pour contrôler la Crimée. Cf. Alan W. FISHER, *The Crimean Tatars*, Stanford, Hoover Institute Press, 1978 ; Brian G. WILLIAMS, « A Community Reimagined. The role of "homeland" in

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Parti communiste¹².

Paradoxalement, alors que le pouvoir réel du judaïsme soviétique était anéanti, s'imposait de plus en plus fortement la propagande et l'idéologie juive du Birobidjan, en appui des intérêts stratégiques de l'État. Dans l'Empire soviétique, la culture nationale juive était plurilingue, et les autorités soviétiques engagèrent un combat culturel sur un double front : d'un côté, il s'agissait d'en finir avec l'hébreu, qui inscrivait trop le peuple juif dans son histoire traditionnelle et « apatride », religieuse et multimillénaire ; d'un autre côté, il fallait éviter l'usage massif de la langue russe par les masses juives, en raison de la nécessité de « fabriquer » une identité juive spécifique pour le Birobidjan. Le yiddish était la langue idéale : elle était parlée par les Juifs d'Europe de l'Est, et particulièrement sur le territoire soviétique ; sa promotion active permettrait d'en faire la langue « naturelle » des Juifs, alors même qu'elle serait aussi un produit de l'État.

D'un côté donc, le pouvoir menait une lutte sans merci pour déshébraiser l'univers culturel juif ; l'hébreu était perçu par les instances du pouvoir comme la « dernière frontière » de la judéité, sur laquelle devait être réinvestie l'autorité de l'État. Il faut rectifier ici une erreur largement répandue. La langue hébraïque écrite, loin de s'en tenir uniquement aux fonctions de « langue sacrée » et de limiter, en conséquence, son apport au domaine de la foi, de la liturgie ou de la spéculation mystique, avait largement ouvert la culture juive à la philosophie, la littérature et la poésie, en Europe de l'Est et en Russie à la fin du Moyen Âge. Quelques siècles plus tard, par les écrits des Lumières, elle avait fait pénétrer dans la société juive la pensée philosophique moderne, et notamment la problématique nationale, ainsi que le socialisme. La première proclamation

socialiste juive fut écrite en hébreu en 1875, par Aaron Liberman. Quant à celui même qui est considéré comme le grand-père du socialisme juif, Morris Wintchewski, poète et fondateur de la presse socialiste juive, pionnier de la poésie prolétarienne juive, ses premières revues militantes qui datent de 1877 sont imprimées en hébreu.

D'un autre côté, l'usage du russe par les masses juives devait être restreint. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la culture juive s'était effectivement enrichie d'une composante nouvelle, liée à la langue du pays, le russe. Une tendance russophone émergea dans le monde juif, qui se développa rapidement parmi l'intelligentsia juive. Des écrivains et des publicistes juifs d'expression russe se révélèrent, certains avec grand talent ; une presse juive en russe, ainsi que d'excellentes revues furent éditées. C'était là un pont vivant qui liait certaines couches de la jeunesse juive éduquée, plus ou moins détachée du yiddish et de la tradition, à la condition du prolétariat juif et de sa lutte pour l'existence nationale sur le territoire russe. Les périodiques juifs de langue russe devinrent un centre actif de la culture juive, tout spécialement dans le domaine de l'histoire et des problèmes sociaux et politiques. Mais le pouvoir stalinien mena sa guerre culturelle contre les écrits juifs en russe et les élites russophones qui les popularisaient. Dans les années 1930, la prestigieuse revue historico-ethnographique *Les Antiquités juives* (*Yevreiskaïa Starina*) fut liquidée, et il ne resta bientôt plus qu'une revue périodique juive en langue russe, *Tribune de la société juive soviétique* (*Tribuna yevreïskoï sovetskoï obchtchesvennosti*) : liée à l'existence de l'OZET, elle s'était consacrée depuis 1927 aux problématiques de la colonisation juive en Crimée ; après quelques interruptions, sa publication fut définitivement arrêtée

en août 1937.

Ainsi, la culture juive fut amputée de deux de ses composantes principales : l'hébreu, pour briser l'influence religieuse et tendre vers une « déshistorisation » du peuple juif, et le russe, composante plus récente du monde juif, et dont la destruction est un phénomène moins connu bien que tout aussi grave dans ses conséquences. En Union soviétique, l'apport de la langue russe à la création culturelle juive fut brusquement arrêté, à une époque où la langue du Juif soviétique devenait de plus en plus le russe, en raison de l'industrialisation et de l'urbanisation croissante du prolétariat juif. Ce paradoxe était déterminé par une stratégie d'État visant à « marquer » la culture juive d'une inscription culturelle spécifique, par le yiddish, pour construire une nouvelle identité juive au service du Birobidjan. Le « pont » russe vers la culture juive ayant globalement disparu, tout éloignement, si superficiel fût-il, par rapport au yiddish, entraînait désormais, de manière quasi automatique, un éloignement par rapport à la sphère de la culture nationale juive ; les Juifs soviétiques furent en quelque sorte « cantonnés » au yiddish¹³.

Sur le plan éducatif, au Birobidjan, l'enfant fut obligatoirement soumis à la yiddishisation forcée. La langue de l'institution scolaire devait être le yiddish, non seulement dans les classes, mais aussi dans la salle des professeurs et pour l'administration de l'école (procès-verbaux, registres, cahiers de bord, etc.). Outre le réseau d'écoles primaires et secondaires, il en fut de même pour les établissements scolaires spécialisés, les « écoles techniques » qui étaient des écoles professionnelles d'un niveau intermédiaire entre l'enseignement secondaire et supérieur : école technique pédagogique, école technique de métallurgie lourde, école technique d'agriculture, et école

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

exposaient les leaders juifs à l'accusation de "déviation nationaliste".

Ils étaient accusés de toutes sortes de crimes. 1. Le Birobidjan avait accepté de l'aide étrangère, sous la forme de chaussures et de vêtements envoyés par les Juifs américains à leurs frères et sœurs de la Région Autonome du Birobidjan. 2. Il était trop question, dans la Région, de renforcer la culture juive. 3. Il y avait des plans pour établir une université juive. 4. Il y avait des plans visant à accroître l'influence des journaux yiddish. 5. Une maison d'édition yiddish avait été créée. 6. Le musée régional programmait des expositions spéciales sur l'histoire juive. Vous essayez, leur reprochait-on, d'implanter artificiellement la culture juive !

Toutes ces accusations furent publiées dans les journaux. Ce n'est que plus tard, alors que nous étions inculpés, que l'on eut connaissance de la provocation diabolique menée par Beria et ses agents, un cadeau fait à Staline. Dans sa manie de voir la trahison et l'espionnage partout, Staline récompensait quiconque lui apportait les "preuves" d'un complot fantastique préparé par tel ou tel secteur de la population. Des pervers et sadiques inhumains tels Beria, Goglidze, Ryumin et Abakumov, fabriquaient de toutes pièces les provocations les plus extrêmes pour le "petit père" du Kremlin. L'un de ces complots était connu sous le nom de "Conspiration de la juiverie internationale contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques". Il s'agissait là tout simplement d'une nouvelle version du Protocole des Sages de Sion. Le peuple juif, disait-on, avait une organisation secrète visant à écraser la Révolution. Et le Birobidjan était précisément le chaînon essentiel dans cette conspiration internationale. Le Birobidjan était devenu un

véritable nid d'espions, prêt à devenir le bastion de la réaction internationale. Le Birobidjan serait sur le point d'être séparé de l'Union soviétique, pour être offert aux États-Unis ! D'ailleurs, des étrangers en provenance d'Amérique auraient contacté le Comité antifasciste juif, et avaient apporté avec eux les plans que Solomon Mikhoels et Itzik Fefer leur avaient donnés en 1943, après que ces leaders juifs avaient été recrutés par des agences d'espionnage américaines. Rien de moins !

La présence du colonel Goglidze à toutes ces réunions publiques était un signal clair que ces allégations n'allaient pas s'arrêter avec la condamnation par Malenkov des dirigeants de la Région Autonome Juive.

Et maintenant, je suis dans ma cellule de prison, probablement un parmi tant d'autres. »

Source : Israel EMIOT, *The Birobidzhan Affair. A Yiddish writer in Siberia*, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America, 1981, p. 10-13 [Traduit par David Muhlmann].

1. L'ICOR est le sigle de l'Association pour la colonisation juive en Union soviétique (ou *Idishe kolonizatsie organizatsie*, en yiddish).
2. Simon DIMANSTEIN, « Vingt ans de la grande révolution socialiste et le peuple juif en Union soviétique », in *Forposte*, Birobidjan, n° 3, 1937.
3. La superficie estimée par l'expédition était alors de 25 000 km².
4. L'organisme d'État chargé des affaires de migrations intrasoviétiques.
5. Henri SLOVÈS, *L'État juif de l'Union soviétique*, op. cit., p. 134.
6. Yaacov LEVAVI, *La colonisation juive au Birobidjan*, en hébreu, Jérusalem, 1965, p. 81.
7. Robert WEINBERG, *Le Birobidjan. 1928-1996 : L'histoire oubliée de l'« État juif » fondé par Staline*, Paris, Autrement, 2000.

8. Jacob KANTOR, *Les structures soviétiques en milieu juif*, en yiddish, Kiev, 1928, p. 185 et 186.
9. Cf. le Rapport de la Commission gouvernementale sur le Birobidjan désignée par le Présidium du Comité exécutif pansoviétique, in M. KADICHEVITCH, « Le Birobidjan dans la littérature », *Science et Révolution*, n° 2, en yiddish, Kiev, 1935.
10. Cité in *Les Juifs en URSS*, recueil en yiddish, Moscou, 1931, p. 32.
11. Cité in *Les Juifs en URSS*, *op. cit.*, p. 37.
12. Il ne s'agissait pas, comme le croit Henri Slovès, de l'affrontement entre « deux lignes politiques parallèles et contradictoires » au sujet du Birobidjan, mais d'une reprise en main des « affaires juives » par le sommet de l'État (Henri SLOVÈS, *L'État juif de l'Union soviétique*, *op. cit.*). L'auteur décrit par ailleurs très finement le processus de « yiddishisation forcée » dont il est question ici.
13. Nora LEVIN, *The Jews in the Soviet Union since 1917*, *op. cit.*, vol. 1, chapitres XIII et XXII ; Yaacov RO'I, *Jews and Jewish Life in Russia and the Soviet Union*, *op. cit.*, partie 5. Cette réalité est de nos jours largement occultée par la mythologie romantique du « monde disparu » de la *Yiddishkeit* (Roman VISHNIAC, *Un monde disparu*, Paris, Seuil, 1984), qui oublie que l'usage massif du yiddish par les Juifs d'Europe de l'Est et de Russie est aussi la conséquence de la destruction des autres univers culturels du monde juif.
14. M. LITVAKOV, *Dans le tourment*, en yiddish, Moscou, 1926, p. 13.
15. V. KIRJNITZ, *La région autonome juive en ascension*, Moscou, 1956, p. 46.
16. *Ibid.*
17. *Birobidzhanskaia zveda*, 12 février et 5 mars 1931. Voir aussi les articles du 22 avril et du 9 septembre 1934, qui traitent également des problèmes du chauvinisme russe et de l'antisémitisme.
18. Roy MEDVEDIEV, *Le stalinisme: origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972, p. 273; Isaac DEUTSCHER, *Staline*, Paris, Gallimard, 1973, p. 110; Robert C. TUCKER, *Staline révolutionnaire (1879-1929)*, Paris, Fayard, 1975, p. 118. Tous les biographes de Staline relatent l'épisode où, jeune bolchévik, il s'était proposé d'organiser un pogrom au sein du mouvement communiste russe pour se débarrasser de la « faction juive ». Il parlait des Menchéviks comme des « Youpins circoncis ».
19. Le Poale Zion (« l'ouvrier de Sion ») était un parti sioniste socialiste créé en 1906.
20. Ni Trotsky, ni les trotskystes, ni le trotskysme en tant que mouvement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

argentine comme un levier d'émancipation des Juifs par le travail, à l'opposé d'une entreprise de charité. « Je m'oppose, avait-il écrit dans la *North American Review*, en juillet 1891, au vieux système de l'aumône, qui produit seulement plus de mendiants ; et je considère que le plus grand problème dans la philanthropie est de faire des êtres humains capables de travailler, qui autrement deviendraient des pauvres, en membres utiles pour la société. » L'idée était de transformer des « mendiants » en êtres autosuffisants, par le travail dans des colonies agricoles.

L'appui apporté par la JCA ne devait pas être gratuit ; les terres et les équipements alloués par le « bienfaiteur » Maurice de Hirsch lui seraient un jour remboursés. C'est pourquoi une politique de contrats, de loyers et de prêts devait être formalisée, pour responsabiliser les Juifs, à mesure que les colonies se développaient⁸.

En 1894, le baron, sans en avoir référé au préalable à ses directeurs pour vérifier si le moment était opportun, leur demanda de faire signer aux colons des contrats sans plus attendre. C'était là une initiative malheureuse dont il ne prévoyait pas les conséquences tragiques. Les contrats, qui étaient rédigés en espagnol, langue dont les colons ne possédaient que des rudiments, furent lus à haute voix par les administrateurs locaux de la JCA. Les colons découvrirent que la JCA proposait un prêt d'environ huit annuités égales pour l'ensemble des frais engagés pour les colons, à savoir les frais de transport et d'installation pendant les premières années de leur séjour. L'absence de clauses précises pour signaler les avantages reconnus aux colons en contrepartie de leurs engagements à l'égard de la JCA suscita méfiance et inquiétude, surtout quand les colons découvrirent les éventuelles restrictions qui

menaçaient leurs droits de propriété.

En effet, l'Association s'arrogeait le droit de les exproprier si cela s'avérait nécessaire pour créer des routes ou installer des équipements collectifs. Les contrats spécifiaient également que les fermiers ne pouvaient utiliser leurs terres autrement que pour l'agriculture, et qu'il leur était interdit d'en sous-traiter la culture à une tierce personne. Dans certaines régions, les contrats allaient jusqu'à spécifier l'interdiction de pratiquer l'élevage à d'autres fins que personnelles, c'est-à-dire qu'un colon ne pouvait pas décider de devenir éleveur plutôt qu'agriculteur. Il était par ailleurs stipulé qu'au cas où la JCA serait amenée à constater un manquement à l'une ou l'autre de ces règles, elle se réservait le droit de reprendre leurs terres aux colons sans leur verser la moindre compensation.

Dans la mesure où le contrat type manquait de précision ou utilisait une terminologie trop ambiguë pour décrire les droits spécifiques des colons, ceux-ci se sentirent d'autant plus inquiets que la surabondance de clauses restrictives leur parut un prétexte destiné principalement à protéger l'Association, et à renforcer leur propre dépendance à son égard. Les restrictions apposées à leurs droits de propriété impliquaient leur assujettissement à la JCA, qui fut soupçonnée de vouloir les « maintenir en esclavage » aussi longtemps qu'elle le jugerait nécessaire.

Les choses se gâtèrent encore davantage quand ils découvrirent le montant de leurs créances, c'est-à-dire les frais imputables aux colons : transport, habitation, nourriture, subventions financières de survie, animaux, matériel agricole, etc. Selon l'importance des familles, cette somme pouvait varier entre 150 et 180 livres sterling, à laquelle s'ajoutait le prix du terrain fixé à 120 livres par famille. Selon ce calcul, la dette de chaque famille oscillait alors entre 270 et 300 livres, somme

grevée d'un intérêt annuel de 5 %. Par-delà la philanthropie affichée, les dirigeants de la JCA étaient loin de se montrer désintéressés.

L'Association fit l'erreur d'envoyer aux colons une circulaire précisant que leurs récoltes de céréales devaient être intégralement déposées dans ses entrepôts locaux, car ses agents seraient dorénavant chargés de les vendre : le remboursement de la dette des colons serait ainsi directement prélevé pour éviter à l'Association de pâtir des retards éventuels dus à la négligence des colons. Quant à ceux-ci, leur droit se limitait à encaisser les bénéfices rapportés par la vente des surplus, à supposer qu'il y en eût. Les colons se plainquirent non sans raison que cette mesure les empêchait de s'acquitter d'autres dettes éventuelles, mais surtout de subvenir à leurs besoins jusqu'à la prochaine récolte ou d'envoyer des subsides en Russie. Par ailleurs, ce système, en leur ôtant toute possibilité de contrôle sur les cours et la perspective de vendre leurs récoltes au plus offrant, les mettait littéralement sous la coupe des agents de la JCA, dont ils estimaient déjà peu les compétences, et qu'ils soupçonnaient d'être intéressés à leur égard quasi exclusivement pour des raisons financières.

Dans une situation déjà tendue, les directeurs de la JCA eurent l'idée d'informer les colons que l'Association songeait à leur faire payer le coût des moissons qui seraient effectuées avec des machines empruntées à la coopérative. Il était ainsi clair qu'il n'était pas question de verser aux colons la moindre subvention pour leur permettre de compenser des pertes éventuelles ou même de survivre jusqu'à la prochaine récolte⁹. Compte tenu de l'état de découragement des colons consécutif à l'affaire des contrats, l'initiative était maladroite. Des révoltes éclatèrent à Clara et à Mauricio, où les colons demandèrent à la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

26 novembre 1932, et appliquées le 1^{er} janvier 1933, ce qui coïncidait avec l'ascension au pouvoir d'Hitler en Allemagne, le 30 janvier. L'Argentine, en proie à des problèmes économiques et sociaux, avait décidé de fermer ses portes, malgré la panique des Juifs allemands qui réclamaient accueil et refuge. Dans ce contexte, et malgré les demandes qui lui étaient faites, la JCA resta absolument passive. Le Département de l'Immigration indique que 1 883 Allemands immigrèrent en Argentine pendant l'année 1933, dont la majorité était des non-Juifs : seuls 140 réfugiés juifs allemands furent enregistrés par la Hilfsverein Deutschprechender Juden²³. La JCA fit faillite au moment où elle était le plus attendue dans la défense et le soutien aux Juifs en Europe.

Même sur le plan de l'immigration juive agricole vers les colonies, il aurait fallu de la part de la JCA un peu plus de volontarisme et d'audace. Pendant l'année 1934, par exemple, les colonies n'ont intégré que six familles et quatorze célibataires. Le ministre de l'Agriculture Luís P. Duhau, un éleveur prospère de bétail, et membre éminent de l'oligarchie argentine, était tout particulièrement opposé à l'immigration, et contre toute facilité dans l'admission des réfugiés politiques ; le député-ministre à l'Agriculture, Domingo Brebbia, était sur la même ligne. Pour ces responsables politiques, l'Argentine démontrait son « indépendance » et sa « souveraineté nationale » par cette logique de fermeture et de protectionnisme migratoire. Ils faisaient écho à une violente campagne antisémite qui déferlait en Argentine, sous l'influence des milieux des jeunes nationalistes, et de l'organe influent de l'Église catholique, *Criterio*, édité par le très droitier Gustavo Franceschi. Mais la JCA était dans une stratégie systématique d'apaisement vis-à-vis de l'État, quelle que soit la situation politique nationale et

internationale, quitte à transiger sur l'antisémitisme. La « bonne conduite » de la JCA pouvait signifier aller contre ses intérêts immédiats, pour protéger le programme de colonisation agricole sur le long terme.

La législation sur l'immigration se durcit encore à partir de la guerre d'Espagne. Pour l'État argentin, il s'agissait de prévenir l'afflux des communistes. Le 17 octobre 1936 s'ouvrit un nouveau chapitre dans l'histoire de l'immigration en Argentine: des lois furent édictées visant à barrer officiellement l'entrée à des éléments qui pourraient endommager la « santé morale » de la population, ou conspirer à l'encontre de la stabilité des institutions ; cette législation devint effective le 1^{er} janvier 1937. Ce fut l'occasion d'endiguer encore plus l'immigration juive ; étaient cette fois particulièrement visées les demandes des familles qui désiraient rejoindre leurs proches déjà installés en Argentine.

Dans un contexte antisémite, où s'installait la peur du communisme, le Juif était associé au bolchévisme et à la subversion ; la lutte contre l'immigration juive devint le point de condensation d'une politique générale de restriction migratoire. La collaboration et la loyauté de la JCA vis-à-vis des autorités argentines, non seulement ne servaient à rien, mais ne réussissaient qu'à activer le fantasme du complot et du dangereux traitement préférentiel qui serait accordé aux Juifs²⁴.

D'autres lois, toujours plus sévères, étaient en préparation. L'expansion du Reich allemand, qui commença avec l'annexion de l'Autriche au printemps 1938, mit 200 000 Juifs à la merci des nazis. Exclus de la vie économique, et en proie à la répression policière, des centaines de Juifs autrichiens demandèrent immédiatement l'asile politique ; nombreux furent alors les Juifs argentins à exiger des permis d'entrée pour leurs

familles. Les consulats d'Argentine en Europe furent submergés par les demandes, mais pour le gouvernement argentin, l'immigration politique représentait un risque : tous les réfugiés politiques furent systématiquement exclus du processus de sélection à l'immigration²⁵.

La réaction de la JCA face à ce drame humain fut pour le moins timide : la direction de Buenos Aires fit savoir que « les décisions prises maintenant, et particulièrement l'annulation des permis d'entrée, sont une cause de dégât pour notre travail de colonisation²⁶ ». Ce n'était pas de catastrophe humanitaire dont il était question, mais de l'éventualité des conditions de la poursuite du travail de colonisation agricole. Au moment même où les Juifs étaient massacrés pendant la tristement célèbre Nuit de Cristal, la JCA resta publiquement passive, lorsque les portes de l'immigration furent définitivement closes, en septembre et en octobre 1938. Le 2 janvier 1940, le bureau de la JCA à Paris stoppa les demandes de permis d'entrée pour l'Argentine. « On ne peut pas implémenter notre programme comme avant, expliquait la JCA. Par conséquent, il est absolument impossible d'envoyer les candidats en question, de même que les autres qui sont bloqués en Europe²⁷. »

Le Département de l'Immigration en Argentine prit des mesures qui réduisirent la possibilité du regroupement familial. À partir de 1940, les colons ne purent plus faire venir leurs cousins et cousines, et cela s'étendit aux beaux-frères et belles-sœurs, et aux frères et sœurs ; seuls les parents et les enfants des colons pouvaient postuler à l'immigration. Un mémorandum interne circulant dans le Département de l'Immigration en juin 1941 aggrava encore la situation des Juifs. Les visas qui avaient déjà été accordés aux enfants, parents, et épouses des colons, mais qui avaient été renvoyés aux fonctionnaires pour une raison

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

« Early Zionist Activities Among Sephardim in Argentina », in Judith LAIKIN ELKIN, *New Perspectives on Latin American Jewry*, op. cit., p. 190-205).

1. *Yegua madrina* en espagnol, se dit dans certains pays d'Amérique latine de la jument qui conduit une horde de chevaux sauvages ou un troupeau de chevaux de trait ou de somme. Une petite cloche ou « sonnaille » est attachée au cou de la bête dans ce dernier cas.

2. Le boucher qui procède à l'abattage rituel des bêtes.

3. *Petizo* ou *petiso* en espagnol, se dit d'un cheval argentin de petite taille.

4. Les *boleadoras*, que l'on trouve en Amérique latine, sont une arme de jet formée d'une ou de plusieurs boules reliées entre elles par une cordelette. Elles servent à capturer le gibier ou le bétail. On les jette dans leurs pattes, autour desquelles la corde des *boleadoras* vient s'enrouler.

Vers la conquête de la Terre sainte

La Palestine ou ailleurs ?

L'affaire Dreyfus qui commence en 1895 fut un choc considérable dans la trajectoire intellectuelle du jeune journaliste autrichien Theodor Herzl, le père du sionisme. Il avait toujours cru en la possibilité d'émancipation et d'intégration des Juifs dans les sociétés européennes; il était lui-même un héritier de la Haskala, un Juif des Lumières. Mais voilà que, dans le pays où fut proclamée la Déclaration des droits de l'homme, un Juif assimilé, capitaine de l'armée française, est dénoncé comme « espion juif ». La conclusion qu'en tire Herzl, est que « l'émancipation juive ne pouvait suffire parce qu'elle ne parviendrait pas à arracher l'aversion vis-à-vis des Juifs, parfaitement enracinée dans l'esprit des nations¹ ». Les belles idées généreuses de tolérance n'y changent rien. Cet officier issu d'une bourgeoisie juive qui se croyait assimilée « lui fit apparaître le mouvement antisémite comme un phénomène fatal auquel nul pays ne pouvait échapper² ». La menace pèse sur tout Juif, sur tous les Juifs: ceux de l'Europe des Lumières censés bénéficier de l'émancipation, comme ceux de l'Est, cibles des pogroms. Dans le premier cas, la « solution » qui fut proposée s'avère un faux calcul, et le second phénomène signale l'urgence d'une nouvelle issue, d'autant plus fortement que l'espoir d'intégration européenne est un échec.

C'est en 1896 qu'il publia *L'État des Juifs*³. Herzl avait

alors trente-six ans. Il avait déjà publié une douzaine de pièces de théâtre et d'innombrables essais, et avait été correspondant à l'étranger pendant de nombreuses années, d'où sa réputation solide dans le domaine du journalisme. Avec sa formation de juriste, Herzl s'interrogeait sur la nature du régime à mettre en place pour gouverner les Juifs, s'il fallait une monarchie démocratique ou une république aristocratique. Les nations, pensait-il, n'étaient pas encore mûres pour la démocratie totale et, à cet égard, les Juifs ne valaient pas mieux que le reste de l'humanité. Mais Herzl était hostile à toute forme de théocratie. Deux questions essentielles devaient être résolues : comment allait-on créer l'État, et où serait-il situé ? Dans *L'État des Juifs*, Herzl laissait pendante la question de savoir si cet État allait être situé en Palestine ou ailleurs, et notamment en Argentine : ce pays, écrivait-il à la manière du baron de Hirsch, est l'un des pays les plus fertiles au monde, et dont la population est clairsemée et vit sous un climat tempéré ; il serait du plus grand intérêt pour la République d'Argentine, pense Herzl, de céder aux Juifs une partie de son territoire.

La question juive est d'emblée posée par Herzl comme une question nationale : les Juifs constituent un « peuple unique », un « groupe historique » aux « caractéristiques homogènes ». Sa détresse actuelle peut devenir une énergie libératrice pour obtenir un territoire qui lui serait propre, lui permettant d'accéder comme les autres groupes à la souveraineté politique, sur le modèle des États-nations. Le premier Congrès sioniste qui s'ouvre à Bâle le 29 août 1897 vise à « poser la première pierre de la maison qui devrait abriter la nation juive⁴ ». Herzl ne doute pas du succès du projet sioniste : « Notre mouvement est entré dans l'Histoire » : « Si je devais résumer en un mot le Congrès de Bâle – ce que je me garderai d'exprimer publiquement – ce

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

n'y a qu'un seul pays. Donc, nous, sionistes, ne pouvons accepter d'autre pays. » Zangwill posa la question : « Je suis aussi incliné à penser que l'Ouganda n'est pas une solution parfaitement convenable. Mais il est possible qu'on nous offre un meilleur pays, plus large. Quelle serait votre réponse alors ? » La réponse fut définitivement dogmatique : « Je vous le dis, Monsieur Zangwill, au nom des Sionistes de Sion, de manière claire et définitive : Non ! Aucun autre pays ne peut et ne sera acceptable pour nous³⁹. » C'était bien là aussi l'attitude de Chaïm Weizmann, le futur chef du mouvement sioniste, qui appartenait alors au groupe d'Ussishkin⁴⁰.

Par contraste, la position de Zangwill se voulait réaliste, car attentive à la situation géopolitique internationale, et particulièrement au blocage de l'Empire turc. « Le "Général" Ussishkin, déclara Zangwill au septième Congrès sioniste, imagine qu'il a une grande armée derrière lui, et que le Sultan de Turquie est un sot. [...] [Mais] toute l'Europe ne peut pas forcer le Sultan à faire quoi que ce soit⁴¹. » C'est pourquoi il fallait non pas attendre une évolution hypothétique de la Turquie en faveur de l'autonomie juive en Palestine, mais agir immédiatement, à la manière d'Herzl, pour la conquête d'un territoire en Afrique de l'Est ou ailleurs.

Contrairement aux affirmations des Russes, il n'y avait nulle contradiction entre « sionisme » et « territorialisme », car celui-ci était l'essence même du sionisme herzlien. Au moment des controverses de 1905-1906, qui avaient agité le monde sioniste jusqu'à conduire à la scission, Max Nordau avait écrit en ce sens à Zangwill : « Je tiens que l'on peut être Territorialiste et Sioniste en même temps, le territorialisme visant seulement le soulagement immédiat, tandis que le Sionisme vise la solution définitive de la question juive qui, selon mon opinion, ne peut

arriver seulement en Palestine⁴². » Même le Rabbi Reines, leader du mouvement sioniste religieux Mizrachi, avait affirmé à l'occasion du rejet de l'offre ougandaise que « le sionisme n'est pas en compétition avec le territorialisme », sinon il ne serait pas lui-même territorialiste; il disait ne pas comprendre pourquoi des Juifs s'opposaient au territorialisme, car compte tenu de la situation en Russie, ils devraient accepter « n'importe quel » territoire. Du point de vue du judaïsme, rappelait-il, l'esprit était plus important que le sol⁴³.

Les territorialistes avaient parfaitement conscience du problème arabe potentiel en Palestine. Dans une lettre adressée à Joseph Leftwich⁴⁴, Zangwill évoquait la « large population arabe, environ 600 000 », vis-à-vis de laquelle les Juifs ne formeraient qu'une minorité. « Comment établir un foyer national face à une population étrangère ? », se demandait-il, critiquant la « myopie volontaire » du sionisme officiel face à ce problème. Il était convaincu que si un foyer juif était établi en Palestine, il y aurait deux « solutions » possibles : la violence d'un déracinement arabe (« le péril pour les Arabes »), où l'assimilation des Juifs dans un environnement étranger (« le péril arabe »). Dans ces conditions, Zangwill se demandait si la Palestine pourrait vraiment produire de « vrais Juifs », à la manière des Juifs de la diaspora. En tout cas, il ne « fallait pas mettre tous les œufs dans le même panier⁴⁵ », l'émigration étant seulement destinée aux Juifs qui ne pourraient plus ou ne voudraient plus vivre en situation d'exil. Non seulement la Palestine ne pourrait pas accueillir toute la diaspora, mais au-delà de la question de la faisabilité, Zangwill insistait sur l'importance de ne pas abandonner la perspective juive de l'exil, car c'était là une force spirituelle et aussi matérielle : un peuple qui a toujours appris à vivre sans territoire est un peuple qu'on

ne peut pas conquérir. Même une « nouvelle Judée ne peut pas supplanter la Diaspora », car celle-ci offre aux Juifs le don et la puissance de l'« ubiquité » liée à la dispersion⁴⁶.

La première action entreprise par Zangwill après son accession à la tête de l'ITO fut d'écrire à Alfred Lyttleton, le Secrétaire d'État britannique aux colonies, pour lui demander de reconsidérer la possibilité d'une installation des Juifs en Afrique de l'Est, malgré son rejet par le mouvement sioniste officiel ; il demandait pour le moins, dans une lettre datée du 8 septembre 1905, que la question africaine ne soit pas définitivement close avant qu'il ait eu l'opportunité d'en discuter personnellement avec lui. Zangwill rappelait que l'enjeu était la constitution d'une « Afrique de l'Est juive », ou une « Judée britannique » : une autonomie territoriale (« Itoland »), et non l'accession à l'indépendance politique.

Mais Lyttleton lui répondit que de son point de vue, le mouvement sioniste légitime, celui de Bâle, avait déjà donné sa réponse négative, et qu'il n'y avait donc plus matière à discussion. Au-delà de ces précautions institutionnelles, il faut préciser que depuis l'époque de Chamberlain, le territoire proposé s'était développé sur un plan économique, et répondait désormais à de nouveaux intérêts stratégiques. C'était un motif de critique supplémentaire de Zangwill à l'encontre de l'attitude inconsistante du mouvement sioniste, qui d'une part n'avait jamais vraiment considéré le potentiel de ce territoire, et qui d'autre part faisait comme si la fin de l'opportunité est-africaine allait comme par magie ouvrir les portes de la Palestine.

Il fallait donc envisager d'autres contrées. Mais l'Histoire ne se répète pas, et les possibilités étaient moindres. On évoqua le Surinam (la « Guyane néerlandaise »), où il y avait eu au XVIII^e siècle une colonisation juive florissante; il était également

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

11. *Ibid.*
12. Journal, 20 novembre 1902, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 477.
13. Journal, 30 novembre 1902, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 478.
14. Lettre à Leopold Greenberg, 23 mai 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 570.
15. Télégramme en anglais du 3 juin 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 573.
16. Walter LAQUEUR, *Histoire du sionisme*, t. I, Paris, « Tel », Gallimard, p. 196.
17. Journal, 13 mai 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 571.
18. Lettre du 12 juillet 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 580.
19. *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 580-581.
20. Lettre du 30 mai 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 572-573.
21. Lettre du 10 juin 1903, in N.M. GELBER, « Herzl's Polish contacts » (*Herzl Year Book*, t. I, p. 225).
22. C'est sous ce nom qu'est entrée dans l'Histoire l'option africaine offerte au mouvement sioniste. En réalité, il ne s'agissait pas de l'Ouganda mais du Kenya (Robert G. WEISBORD, *African Zion. The attempt to establish a Jewish colony in the East Africa Protectorate (1903-1905)*, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America, 1968). L'accord du gouvernement britannique pour une colonie juive en Afrique de l'Est a été formulé dans une lettre à Herzl datée du 14 août 1903 par Sir Clement Hill, le directeur du département des protecto-rats britanniques.
23. Léon POLIAKOV, *Les Juifs et notre histoire*, Paris, Flammarion, 1973, p. 217.
24. Arieh REICH, « In memoriam », in Meyer WEISGAL éd., *Theodor Herzl, A Memorial*, New York, The New Palestine, 1929, p. 122. Certains délégués russes sortirent de la salle. À la vue du spectacle depuis la tribune de presse, un jeune journaliste russe, Léon Trotsky, prévoit une division imminente du mouvement sioniste (Joseph NEVADA, *Trotsky and the Jews*, New York, 1973, p. 196).
25. *Die Welt*, 30 octobre 1903.
26. Lettre du 27 octobre 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. VII, p. 435-436.
27. Journal, 4 décembre 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. IV, p. 631.
28. Adolf BÖHM, *Die Zionistische Bewegung. Eine Kurze Darstellung ihrer Entwicklung*, t. I, Berlin, Welt Verlag, 1920, p. 3 et 35.
29. Joseph Chamberlain en témoigne : « J'ai eu plusieurs entretiens avec le docteur Herzl, un homme qui m'a fait la plus profonde impression, dont la

sincérité, la capacité et le patriotisme étaient si grands qu'ils devaient gagner l'estime même des opposants à ce peuple. *Nous étions, comme je peux bien le dire, complètement d'accord en principe que la meilleure solution à ce problème serait de trouver un territoire où, soit sous la protection du drapeau britannique, soit de celle de toutes les grandes puissances [c'est nous qui soulignons], ce pauvre peuple, exilé de son pays de naissance, qui ne l'avait pas quitté par caprice ni pour nous créer des problèmes, pourrait s'installer en sécurité, exercer dans la liberté ses propres traditions religieuses et ses propres aspirations, et trouver ses moyens d'existence sans menacer ceux des autres. Ceci fut le résultat de nos discussions* » (*The Times*, 16 décembre 1904 ; Josef FRAENKEL, *Theodor Herzl, A Biography*, Londres, Ararat Publishing Society Limited, 1946, p. 143).

30. *Jewish World*, 28 août 1903, et 4 septembre 1903.

31. Hugh Cholmon DELEY (baron DELAMERE), *The Grant of Land to the Zionist Congress and Land Settlement in British East Africa*, Londres, Harrison and Sons, 1903.

32. Israel Zangwill, célèbre écrivain britannique, était celui à qui Herzl s'était adressé dès novembre 1895 pour lui demander de l'aider à construire le mouvement sioniste (Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill*, New York, Thomas Yoseloff, 1957, p. 181). Tous les biographes de Zangwill soulignent l'amitié constante entre les deux hommes (Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.* ; Maurice WOHLGELERNTER, *Israel Zangwill. A Study*, New York, Columbia University Press, 1964 ; Joseph H. UDELSON, *Dreamer of the Ghetto. The Life and Works of Israel Zangwill*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 1990).

33. Maurice SIMON éd., *Speeches, Articles and Letters of Israel Zangwill*, English Zionist Federation, 1903, p. 197.

34. *Briefe und Tagebücher*, t. III, p. 610.

35. Lettre du 15 septembre 1903, *Briefe und Tagebücher, op. cit.*, t. III, p. 623-625.

36. Le discours de Zangwill au Congrès est rapporté en détail dans « Le Septième Congrès sioniste », *Jewish Chronicle*, 4 août 1905, p. 19-21. Sur la crise du mouvement sioniste liée à la question d'une colonisation juive en Afrique de l'Est, cf. Robert G. WEISBORD, *African Zion. The attempt to establish a Jewish colony in the East Africa Protectorate (1903-1905)*, *op. cit.*, chapitre XI.

37. « Que les Juifs doivent migrer en masse n'a jamais été suggéré : un centre reconnu de la vie juive doit être installé, qui sera laissé à sa propre impulsion et évolution ; un centre de gravité qui sera là pour attirer les

persécutés et les patriotes. » Il deviendra un foyer « pour les orthodoxes et les masses persécutées des pays semi-barbares » (Israel ZANGWILL, « Zionism », *Contemporary Review*, n° 76, octobre 1899, p. 506 et 511).

38. « *Only for those who cannot or will not stay* » (cité in Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 164).

39. Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 197.

40. Trente ans plus tard, dans sa déclaration devant la Commission royale de Palestine en 1936, Weizmann avancera l'argument selon lequel certains Juifs soutinrent le projet ougandais parce qu'ils étaient « désespérés » et « impatients ». Les Juifs avaient attendu deux mille ans, il valait mieux attendre quelques années de plus pour gagner la Palestine. C'était évidemment oublier le contexte du pogrom de Kichinev, et des massacres de masse en Russie à propos desquels son groupe faisait silence.

41. *Jewish Chronicle*, 4 août 1905.

42. Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 195-196.

43. C'était en quelque sorte aussi le sens de la formule d'Herzl, dans une lettre adressée à David Trietsch : « Vous savez qu'il n'importe pas seulement une plus grande Palestine mais aussi un plus grand sionisme » (lettre du 16 juin 1900).

44. Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 202-203 (lettre non datée).

45. *Ibid.*, p. 208.

46. « Territorialism as Practical Politics », mars 1913, in Maurice SIMON éd., *Speeches, Articles and Letters of Israel Zangwill, op. cit.*, p. 313.

47. Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 227-228.

48. « Un territoire politiquement vierge ne peut être trouvé que sur la lune », déclara Sir Francis Montefiore (Joseph LEFTWICH, *Israel Zangwill, op. cit.*, p. 234).

49. Israel ZANGWILL, *A Land of Refuge*, 1907, Londres, Jewish Territorial Organization, p. 253, 259 ; cf. également la correspondance avec Mayer Sulzberger, en 1912 (Israel Zangwill à Mayer Sulzberger, 18 janvier 1912, lettre citée in Isaac M. FEIN, « Israel Zangwill and American Jewry : A documentary study », *Jewish Historical Quarterly*, 60 : 1, septembre 1970, p. 23).

50. Lucien Wolf à Israel Zangwill, lettres du 24 et 25 décembre 1906.

51. Sur les négociations entre Schiff et Zangwill, cf. Isaac M. FEIN, « Israel Zangwill and American Jewry : A Documentary Study », *art. cit.*, p. 12-36 ; voir aussi Gary Dean BEST, « Jacob H. Schiff's Galveston Movement : An experiment in Immigration Deflection, 1907-1914 », *American Jewish Archives* 30 : 1, avril 1978, p 43-79.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Table des matières

Introduction

PREMIÈRE PARTIE

L'EXPÉRIENCE JUIVE SOVIÉTIQUE

1. La révolution russe et les Juifs

La condition juive en Russie

Le marxisme russe au défi de la question juive

2. La sédentarisation des Juifs en Crimée

Le Juif nouveau ruralisé

L'institutionnalisation du nationalisme juif

La Crimée comme laboratoire d'État

Autonomie locale et développement économique en
« Crimée juive »

Un nouveau contexte : l'isolationnisme stalinien

3. La construction de l'État juif du Birobidjan

La dimension stratégique du projet birobidjanais

Une yiddishisation forcée

L'antisémitisme d'État au concret

DEUXIÈME PARTIE

DU TERRITORIALISME AU SIONISME POLITIQUE

4. Les colonies agricoles juives d'Argentine

Peupler et civiliser l'Argentine

Fixer l'immigration juive sur la terre argentine

L'organisation bureaucratique de la colonisation

De la révolte à l'auto-organisation des colons

Comment la JCA devint son propre fossoyeur

5. Vers la conquête de la Terre sainte

La Palestine ou ailleurs ?

L'option africaine

La victoire des Russes

Une éphémère « Organisation juive territorialiste »

Conclusion : Politique de l'exil

Annexe : Repères cartographiques

La « Zone de résidence » des Juifs de l'Empire russe

La colonisation agricole juive en Crimée

Le Birobidjan

Les colonies agricoles juives d'Argentine



Composition et mise en pages réalisées par
Compo 66 – Perpignan
510/2012

Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie
en octobre 2012

N° d'imprimeur : XXXXX
Dépôt légal : novembre 2012

Imprimé en France